

L'Allemagne : restriction importée

Sabine Le bayon

Département analyse et prévision

Après un bon démarrage, l'année 2011 s'est conclue sur un recul du PIB de 0,2 % au dernier trimestre du fait de la baisse des exportations et de la consommation privée. Certes la croissance en moyenne annuelle en 2011 est enviable (3,1 %, contre 1,7 % dans la zone euro), mais les perspectives pour 2012 et 2013 sont nettement orientées à la baisse. En particulier, l'Allemagne va pâtir de la restriction budgétaire importante de ses principaux partenaires commerciaux et de la flambée des prix du pétrole. En revanche, la baisse du taux de chômage et des hausses de salaires un peu plus élevées devraient soutenir la consommation des ménages quand les tensions inflationnistes s'apaiseront. L'impulsion budgétaire serait faiblement négative en 2012 et 2013 en Allemagne, l'amélioration des finances publiques en 2011 laissant des marges de manœuvre plus amples au gouvernement en place. Ainsi, après avoir atteint 1% du PIB en 2011, le déficit public devrait rester proche de ce ratio en 2012 et 2013. La dette publique brute resterait contenue, autour de 80 % du PIB. Contrairement à la zone euro dans son ensemble, l'Allemagne ne rentrerait pas en récession mais son PIB croîtrait faiblement (0,3 % en 2012 puis 0,8 % en 2013).

Une année 2011 contrastée

Le recul du PIB au quatrième trimestre 2011 est amplement imputable au commerce extérieur, avec une contribution de -0,3 point. Les exportations ont en effet baissé de 0,8 % en volume (0,3 % pour les seules marchandises), la demande adressée ayant pour sa part diminué de 0,9 % sur ce trimestre. C'est la chute du commerce dans la zone euro qui explique ce résultat alors que les exportations ont continué à progresser nettement vers les autres zones, notamment l'Asie. Si la fin de l'année 2011 apparaît morose en termes de croissance et de perspectives commerciales, l'année 2011 s'est globalement révélée favorable pour l'économie allemande : la croissance a été forte, le déficit public s'est fortement réduit, le taux de chômage a poursuivi sa baisse, la consommation des ménages s'est bien tenue en moyenne, le solde commer-

cial est resté élevé et les entreprises industrielles ont restauré en partie leurs marges grâce à la vigueur de la reprise.

Au-delà des variations erratiques d'un trimestre à l'autre, la consommation des ménages a progressé de 1,4 % en 2011, une des meilleures performances depuis 2001. Non seulement le revenu réel a été assez dynamique comme en 2010, mais le taux d'épargne a aussi baissé (tableau 1). Alors que les prestations sociales et les impôts et cotisations ont amputé le revenu, ce dernier a été largement soutenu par une accélération de la masse salariale, des revenus des entrepreneurs individuels et des revenus du patrimoine. En 2011, alors que les accords salariaux en vigueur n'avaient guère été plus favorables qu'en 2010, avec des hausses de salaires négociées de 1,7 % (tableau 1), les salaires horaires effectifs ont augmenté plus vigoureusement (2,7 %, contre 0,2 % en 2010). En effet, de nombreuses primes ont été distribuées par les entreprises, en particulier dans le secteur automobile. Dans la métallurgie, ces primes visaient à compenser les faibles hausses de salaires négociées pendant la crise. De plus, comme la hausse du temps de travail s'est poursuivie (après le fort ajustement à la baisse de 2009), les salaires par tête ont progressé de 3,3 %. De ce fait et malgré l'accélération de l'inflation, les salaires réels ont crû de 1,1 %. L'emploi a continué de progresser (1,3 %), même s'il faut préciser que 40 % des créations d'emplois soumis à cotisations sociales en 2011 étaient à temps partiel. Le taux de chômage a poursuivi sa décrue fin 2011 et début 2012, mais à un rythme moins rapide qu'au début de l'année 2011. En février 2012, il atteignait 6,8 % selon l'Agence pour l'emploi. Alors qu'en 2010, la baisse de la population active de 0,2 % avait facilité la diminution du taux de chômage, cela n'a pas été le cas en 2011 : malgré le recul de la population en âge de travailler (de l'ordre de -0,1 % par an), la population active a progressé de 0,2 %, du fait de la hausse du taux d'activité.

Tableau 1. Quelques éléments sur les revenus des ménages allemands

En points de PIB				
	2008	2009	2010	2011
Emploi	1,3	0,1	0,5	1,3
Salaire horaire conventionnel	2,8	2,0	1,6	1,7
Salaire horaire nominal	2,5	3,1	0,2	2,7
Dérive entre salaire négocié et salaire effectif	0,3	-1,0	1,4	-1,0
Durée du travail	-0,2	-3,3	2,0	0,6
Salaire par tête nominal	2,3	-0,3	2,2	3,3
Salaire par tête réel	0,6	-0,4	0,2	1,1
Masse salariale nominale	3,8	-0,2	2,7	4,7
Prestations sociales	0,8	8,4	1,2	-1,4
Impôts et cotisations	5,8	0,1	-0,1	6,7
Revenus des entrepreneurs et du patrimoine	4,3	-7,9	2,3	5,8
Revenu nominal	2,7	-0,7	2,9	3,2
Revenu réel	1,0	-0,8	1,0	1,1
Taux d'épargne	10,1	9,4	9,7	9,4
Consommation réelle	0,5	0,1	0,6	1,4

Sources : Statistisches Bundesamt, Global Insight.

L'Allemagne : restriction importée

La situation des entreprises s'est nettement améliorée depuis 2009. Même si le taux de marge des entreprises reste inférieur à son niveau d'avant-crise dans l'industrie (de 3 points), il s'est bien redressé, après avoir chuté de 13 points au plus fort de la crise. L'accélération des salaires a en effet été plus que compensée par la reprise de la productivité. Les coûts salariaux unitaires dans l'industrie sont certes encore supérieurs de 16 % au creux d'avant-crise (contre 30 % en 2009), mais les entreprises ont semble-t-il fait des efforts sur leurs marges à l'exportation car la compétitivité des exportations allemandes ne s'est pas dégradée par rapport à l'ensemble des pays de la zone euro, contrairement à ses coûts salariaux unitaires. Bien qu'inférieur aux ratios d'avant-crise, l'excédent commercial allemand (6 % du PIB en 2011) constitue une bonne performance dans ce contexte de fort ralentissement économique dans la zone euro et d'envolée du prix de l'énergie. La hausse des importations énergétiques a amputé le solde de 1,1 point de PIB. L'excédent vers la zone euro, quoique toujours important, s'est un peu réduit, à 3,1 % de PIB (contre 4,8 % en 2007), alors qu'il augmentait vis-à-vis de la France (1,4 %). Enfin, le déficit s'est un peu réduit à l'égard de l'Asie et de la Chine en particulier.

Du côté des finances publiques, l'amélioration du déficit en 2011 a été impressionnante, puisqu'il est passé de 4,3 % du PIB en 2010 à 1 %. Alors que le gouvernement prévoyait encore un déficit de 2,5 % du PIB en avril 2011, les estimations n'ont cessé d'être revues à la baisse au fur et à mesure des bonnes nouvelles concernant les recettes fiscales. En plus de la forte croissance, ces dernières ont bénéficié d'une élasticité au PIB supérieure à l'unité, ce qui est usuel en phase de reprise. Par ailleurs, alors qu'en 2010, les transferts en capital avaient atteint 1,3 point de PIB, principalement du fait de l'intégration du portefeuille à risque d'Hypo Real Estate (HRE) par la FMS Wertmanagement¹, cela n'a pas été le cas en 2011. Enfin, les mesures structurelles ont compté pour 0,9 point de PIB tant en raison de la fin progressive du plan de relance de 2009 que des mesures de consolidation budgétaire adoptées en juillet 2010 (hausse de taxes indirectes et de taux de cotisations sociales).

2012-2013 : la fin des années fastes post-crise

Avec un acquis de 0,2 % fin 2011 et une faible croissance tout au long de l'année 2012 (entre 0 et 0,2 % par trimestre), le PIB ne croîtrait que de 0,3 % en 2012. La croissance serait légèrement supérieure en 2013 (0,8 %). Alors que l'Allemagne avait presque refermé son écart de production en 2011 (-0,2 % du PIB potentiel selon le gouvernement, -0,8 % selon l'OCDE), la faible croissance en 2012 puis 2013 conduirait à un élargissement de cet écart². L'Allemagne va pâtir de la hausse du prix du pétrole, qui continuera d'éroder le pouvoir d'achat des ménages. De plus, la restriction budgétaire qui va se poursuivre chez ses principaux partenaires devrait amputer sa croissance de 1,2 point en 2012 et 1 point en 2013. L'Allemagne va toutefois bénéficier d'une situation de ses entreprises et du marché du travail assez favorable et d'une impulsion budgétaire nettement moins négative que dans le reste de la zone euro (-0,3 % en 2012, puis -0,1% en 2013).

1. Il s'agit de la structure publique de défaisance créée pour assainir le bilan d'HRE lors de sa nationalisation en 2009.

2. Selon les estimations du gouvernement, la croissance potentielle atteindrait 1,5% à l'horizon de notre prévision.

Après un recul fin 2011, les exportations devraient être stables au premier semestre 2012, avant de progresser à nouveau en fin d'année puis en 2013. La stabilisation des commandes étrangères dans le secteur manufacturier au quatrième trimestre 2011, après une contraction de 3,9 % au trimestre précédent, est à cet égard un signal encourageant (la chute des commandes en provenance de la zone euro est compensée par la reprise de celles hors zone euro). Les importations étant un peu plus dynamiques que les exportations, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait négative en 2012 comme en 2013. La contribution de la demande intérieure au PIB resterait positive, quoiqu'en ralentissement.

Malgré ce contexte morose peu favorable aux négociations salariales en cours, les salariés vont en partie bénéficier en 2012 des accords négociés en 2011 (3 % de hausses de salaires selon l'institut WSI) Nous inscrivons donc en prévision des augmentations négociées de l'ordre de 2,5 % en 2012 puis 2013, soit supérieures à 2011. En revanche, il y aurait moins de primes et les salaires effectifs devraient moins augmenter que les salaires négociés. L'emploi croîtrait peu (0,3 %) et le revenu disponible des ménages serait donc moins dynamique, justifiant une croissance de la consommation réelle moindre qu'en 2011. Le taux de chômage continuerait de baisser un peu, face à la faiblesse de la croissance de la population active (0,1 % en 2012 puis 2013 en supposant une hausse du taux d'activité).

La consolidation budgétaire sera moins forte en 2012 et 2013 qu'initialement prévu. Certes des baisses de dépenses devraient intervenir à différents niveaux de l'administration (communes et Etat, Agence pour l'emploi...), mais plusieurs mesures annoncées en novembre 2011 vont nettement limiter la restriction (hausse de l'investissement public dans les transports, baisse de l'impôt sur le revenu de 0,1 point...). Ce sera aussi le cas de la baisse du taux de cotisations retraites en 2012 (de 19,9 % à 19,6 %), liée au surplus de la caisse de retraites. La hausse du taux de cotisations sociales pour la dépendance (de 1,95 % à 2,05 % en 2013) devrait être globalement neutre puisqu'elle servira à augmenter les prestations de dépendance. Etant donné la faible croissance que nous prévoyons, le déficit public se creuserait, à 1,1% du PIB en 2012 et 1,3 % en 2013. Contrairement à la situation de 2010 et 2011 où le solde s'était plus amélioré qu'anticipé, le gouvernement allemand ne respecterait pas ses objectifs en 2012 et 2013 (respectivement 1 % du PIB et 0,5 %), mais la situation des finances publiques resterait largement sous contrôle.

L'Allemagne : restriction importée

Allemagne : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2011				2012				2013				2010	2011	2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	1,3	0,3	0,6	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	3,6	3,1	0,3	0,8
PIB par tête	1,3	0,3	0,6	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	3,7	3,0	0,4	0,9
Consommation des ménages	0,6	-0,7	1,2	-0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,6	1,4	0,4	0,8
Consommation publique	0,1	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,4	0,7	0,3
FBCF totale <i>dont</i>	3,7	0,1	0,5	1,1	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	5,4	6,6	1,7	2,0
Productive privée	0,2	1,0	2,1	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	9,7	7,4	1,7	1,6
Logement	7,9	-0,1	-0,4	1,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	3,2	6,4	1,3	1,0
Publique	1,0	-4,2	-0,5	3,7	0,5	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-1,9	1,7	4,2	8,0
Exportations de biens et services	1,6	2,7	2,6	-0,8	0,0	0,0	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	13,4	8,4	1,5	1,3
Importations de biens et services	1,0	2,9	2,7	-0,3	0,1	0,1	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	11,5	7,5	2,3	1,7
Variations de stocks, en points de PIB	0,4	0,8	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,4
<i>Contributions</i>																
Demande intérieure hors stocks	1,0	-0,2	0,8	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,5	2,2	0,7	0,9
Variations de stocks	-0,1	0,4	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	-0,1	0,0
Commerce extérieur	0,4	0,1	0,1	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,9	-0,2	-0,1
Prix à la consommation (IPCH)*	2,2	2,5	2,6	2,6	2,2	2,0	2,0	1,8	1,5	1,4	1,4	1,4	1,2	2,5	2,0	1,4
Taux de chômage, au sens du BIT	6,1	5,9	5,7	5,4	5,5	5,5	5,5	5,4	5,4	5,3	5,3	5,2	6,8	5,8	5,5	5,3
Solde courant, en points de PIB													5,7	5,3	4,3	3,4
Solde public, en points de PIB													-4,3	-1,0	-1,1	-1,3
Impulsion budgétaire													1,2	-0,9	-0,3	-0,1
PIB zone euro	0,8	0,1	0,1	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	1,8	1,5	-0,4	0,3

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.
Sources : Bundesbank, Statistisches Bundesamt, prévision OFCE mars 2012.